

Article 29 du Règlement

Vu que, selon la majorité des observateurs, les prix mondiaux vont augmenter dans trois ou quatre ans, c'est à peu près la plus mauvaise période pour une telle vente. Prétendre qu'elle devrait se faire sans intervention ni la moindre préoccupation, comme l'ont laissé entendre deux ministres ce soir, me paraît totalement incompréhensible.

Monsieur le Président, vous venez d'Edmonton. J'ai été abasourdi de lire dans le *Journal d'Edmonton*, que l'on ne peut pas qualifier de radical, un article intitulé: «Vendons Dome aux plus offrants—les contribuables». Un autre article du même auteur, dans le même journal, le lendemain, était intitulé: «Ajoutez les chiffres—l'affaire Dome sent mauvais». Voilà des articles publiés dans le journal de votre ville, monsieur le Président, la capitale de l'Alberta, la province où se trouvent la majorité de ces réserves. Ils figurent dans un journal que l'on ne peut certainement pas accuser d'être de tendance libérale. Pourtant, monsieur le Président, vous trouvez dans ces deux articles de Rod Ziegler les mêmes questions et les mêmes préoccupations dont nous avons fait état ce soir, de ce côté-ci de la Chambre.

En terminant, je vais parler de ce que le gouvernement devrait faire. Il devrait au moins insister davantage pour trouver un acheteur canadien. Le gouvernement devrait protéger les contribuables canadiens et les investissements qu'ils ont consentis dans Dome Petroleum sous la forme d'impôts différés, de subventions d'encouragement au secteur pétrolier, de super épuisement, d'aide technologique et de stimulants courants assurés au fil des ans dans le cadre de notre régime fiscal. Je répète encore qu'il y a pour 2.5 milliards de dollars en pertes fiscales reportées sur les exercices postérieurs dans l'organisation de Dome Petroleum.

Pour l'année 1987, nous ne voudrions pas que les historiens disent que des intérêts étrangers ont pris le contrôle de la société Dome Petroleum parce qu'un gouvernement progressiste conservateur a refusé d'intervenir. Nous voulons l'éviter. Nous voulons éviter que Dome Petroleum rejoigne les rangs d'autres sociétés canadiennes qui appartiennent désormais à des intérêts étrangers comme AES, Hiram Walker, de Havilland, la Banque de Colombie-Britannique, la Banque Continentale et Husky Oil.

Voilà les questions fondamentales que se posent bon nombre d'entre nous ce soir. Il n'y a rien d'étonnant qu'à l'heure actuelle, le gouvernement vienne au troisième rang dans les sondages. Ces questions préoccupent les Canadiens moyens. Ce n'est pas hasard que nous les soulevons à la Chambre des communes, ni parce que nous aimons rester debout jusqu'à minuit et demi un lundi soir, mais parce que nous devons faire part au gouvernement des préoccupations exprimées par nos électeurs. Les Canadiens sont préoccupés. Voilà un exemple d'une source importante de préoccupation, à savoir que nous sommes en voie d'abandonner ou d'accepter avec une certaine indifférence une tendance à l'abandon du contrôle de notre propre économie. Il n'y a rien d'étonnant à ce que des députés conservateurs de l'arrière-ban soient mécontents ou qu'ils commencent à déchanter. Il n'y a rien d'étonnant à ce que l'homme de la rue

nous dise qu'il compte bien, aux prochaines élections, renvoyer le gouvernement conservateur dès la première occasion.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Regina Est (M. de Jong) sera le dernier à prendre la parole et il disposera d'environ cinq minutes.

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, je vous remercie de me permettre de conclure le débat de ce soir. Je n'aborderai pas les nombreuses questions qui ont été soulevées au cours de la soirée. En fait, les porte-parole du parti conservateur, du Nouveau parti démocratique et du parti libéral ont abordé un grand nombre de sujets différents. Au cours des quelques minutes dont je dispose, je voudrais parler de la mainmise étrangère.

C'est là une question importante pour nous, car une bonne partie de notre économie appartient déjà à des étrangers. Ces intérêts étrangers prennent quotidiennement d'importantes décisions économiques qui se répercutent directement sur des centaines de milliers de Canadiens et de Canadiennes. Je veux parler de la décision de fermer des mines, de fermer des usines ou de déménager un centre de recherche. Toutes ces décisions sont prises à New York, Chicago, Dallas, Los Angeles ou ailleurs. Elles sont prises en fonction des intérêts non pas du public canadien ou du Canada, mais de la société en question. C'est pourquoi, lors de la récession, nous avons eu un des taux de chômage les plus élevés du monde occidental industrialisé. La raison, monsieur le Président, c'est que nous ne contrôlons pas notre destinée économique. Nous ne pouvions pas prendre les décisions économiques qui étaient souhaitables pour nous.

● (0030)

On peut citer par exemple le cas du détournement, lors de la crise de l'énergie des années 1970, d'un pétrolier mexicain destiné à une raffinerie canadienne vers une raffinerie du New Jersey. Une fois de plus, on a pris une décision non pas dans l'intérêt du Canada, mais dans l'intérêt de la société Exxon.

Les Canadiens de l'Ouest, dont je suis, ont eu largement leur dose de fluctuations économiques. Notre histoire est une succession de cycles de prospérité et de dépression. Nous venons de connaître une prospérité fantastique, et nous sommes maintenant plongés dans une dépression épouvantable. Les prix fonciers s'effondrent. Les agriculteurs qui se croyaient en sécurité il y a quelques années voient maintenant fondre leurs avoirs fonciers comme neige au soleil d'août.

Dans votre ville, monsieur le Président, de même que dans de nombreuses autres villes de l'Alberta et dans une moindre mesure en Saskatchewan, les cours de l'immobilier s'effondrent pour ne plus représenter qu'une fraction de leur valeur initiale. Là encore, nous avons les conséquences d'un mouvement cyclique.

Quand allons-nous nous réveiller et nous rendre compte que nous serons ballottés au gré de ces cycles tant que nous ne prendrons pas le contrôle de notre propre destin économique? Il faut que nous soyons en mesure de profiter des revenus générés par les périodes de prospérité pour développer nos industries secondaires et établir une base économique solide qui nous permettra d'échapper au chaos des cycles économiques.